

PERIS SUTTON ST-LAURENT

AVOCATS - ATTORNEYS

Julio Peris  
Eric Sutton  
Dominique St-Laurent

\*également du Barreau de  
l'Ontario et de l'Albera

Par courriel : [REDACTED]

Montréal, le 8 juin 2015

« PERSONNEL ET CONFIDENTIEL »  
« COMMUNICATION PRIVILÉGIÉE »

Me Sonia Lebel

[REDACTED]

CEIC  
500 boulevard René-Lévesque Ouest  
9e étage  
Montréal QC H2Z 1W7

**Objet : Représentations écrites suite au préavis de conclusions factuelles  
défavorables – Yves Lortie**

---

Chère consœur,

Vous trouverez ci-joint nos représentations quant au préavis acheminé à M. Lortie.

Je vous prie d'agréer, Madame Lebel, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[REDACTED]  
Dominique St Laurent  
Avocat

## Représentations écrites suite au préavis de conclusions factuelles défavorables

- Yves LORTIE -

---

[1] Les présentes représentations écrites visent essentiellement deux objets. D'une part, souligner les paramètres des conclusions factuelles défavorables qui peuvent être tirées au rapport final quant à la conduite des individus, dont M. Yves Lortie. D'autre part, extraire la preuve disponible pour chacune des conclusions annoncées au préavis de M. Lortie afin de l'appliquer à ces paramètres.

[2] Le mandat de la Commission « ne porte pas sur un événement précis et ne vise pas à pointer du doigt un responsable, ni à lui imputer directement une faute ou un blâme »<sup>1</sup>. Si le rapport final doit nommer des individus, ce n'est qu'à titre incident de son objectif de faire la lumière sur des « systèmes qui ont pris naissance et se sont installés dans l'industrie de la construction »<sup>2</sup>.

[3] Ce faisant, les conclusions factuelles défavorables se rapportant à la conduite d'individus spécifique doivent être tirées selon ce « sens restreint »<sup>3</sup>. De plus, il doit ressortir clairement du manquement à une norme de conduite « qu'il ne s'agit pas d'une norme légalement contraignante telle que la conclusion soit assimilable à une conclusion de droit au sujet de la responsabilité criminelle ou civile »<sup>4</sup>.

[4] Même s'agissant de conclusions de fait, elles doivent être minimalement supportées par une preuve probante et digne de foi. Il est admis que des reproches formulés par une commission d'enquête ne peuvent être émis à partir de suppositions, de rumeurs ou de fabulations. L'arrêt *Krever* enseigne en effet que « le pouvoir des commissaires de conclure à l'existence d'une faute doit comprendre non seulement la constatation des faits, mais aussi leur évaluation et leur interprétation. Cela signifie que les commissaires doivent être en mesure d'apprécier la déposition des témoins qui se présentent devant eux et de juger de leur crédibilité »<sup>5</sup>.

[5] En plus des paramètres liés au mandat de cette Commission, les conclusions factuelles doivent se conformer à une norme de preuve qui respecte les principes de justice naturelle, dont l'équité procédurale. « Une bonne réputation représentant la valeur la plus prisée par la plupart des gens, il est essentiel de démontrer le respect des principes de l'équité procédurale dans les audiences de la commission »<sup>6</sup>.

[6] Rappelons que l'article 13 de la *Loi sur les enquêtes*<sup>7</sup>, invoquée à titre supplétif par cette Commission, traite de la « personne incriminée » et de sa « faute ». À cette opprobre morale doit

---

<sup>1</sup> Décision du 13 mars 2015 de la CEIC, par. 14.

<sup>2</sup> *Ibid.*, par. 15.

<sup>3</sup> *Ibid.*, par. 17.

<sup>4</sup> *Canada (Procureur général) c. Canada (Commission d'enquête sur le système d'approvisionnement en sang au Canada)*, [1997] 3 RCS 440, 1997 CanLII 323 (CSC), par. 57 [ci-après *Krever*]

<sup>5</sup> *Krever*, par. 40.

<sup>6</sup> *Krever*, par. 55.

<sup>7</sup> LRC 1985, c I-11.

correspondre un standard élevé de rigueur dans la recherche de la vérité<sup>8</sup>. L'équité procédurale se traduit donc par une appréciation stricte de la valeur probante de la preuve.

[7] Une commission d'enquête ne respecte pas la justice naturelle si elle tire des conclusions qui ne sont pas fondées sur des éléments de preuve qui ont une valeur probante<sup>9</sup>. « [S]i aucun élément de preuve n'étay[e] les conclusions, le tort qui pourrait être causé à la réputation de l'intimé serait important »<sup>10</sup>. La majorité de la preuve admise devant cette Commission étant par témoignage, l'appréciation de la crédibilité devient le socle de son mandat.

[8] Il faut présumer que cette Commission n'outrepassera pas ses pouvoirs et son mandat<sup>11</sup>. Nous entretenons toutefois des appréhensions à la lecture du préavis de conclusion défavorable. Certaines de ses conclusions ne nous apparaissent tout simplement pas étayées par la preuve.

[9] D'une part, les inférences de fait nécessaires au libellé des conclusions 2 et 3, tirés des témoignages de François Perreault et Robert Marcil<sup>12</sup>, nous semblent déraisonnables. D'autre part, le témoignage de Gilles Cloutier, qui soutient les conclusions 4 et 5, ne pourrait en aucune circonstance avoir une valeur probante suffisante.

## **Conclusion factuelles défavorables : état de la preuve**

<b><i>1. D'avoir participé à un système de collusion impliquant des firmes de génie à la Ville de Montréal, notamment en participant aux décisions de Genivar relativement à l'instauration d'un système de collusion et de financement politique pour Union Montréal;</i></b>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

[10] La conclusion 1 repose uniquement sur le témoignage de François Perreault<sup>13</sup>. La fiabilité de témoignage est minée par les approximations et incertitudes. Bien qu'il nomme Yves Lortie à titre de participant au système instauré par Union Montréal, il n'a aucune connaissance précise des gestes qui pourraient sous-tendre une participation active. Les comportements identifiés au libellé de la conclusion 1 ne se retrouvent pas dans la preuve. Il n'existe aucune preuve que M. Yves Lortie a participé « aux décisions de Genivar relativement à l'instauration d'un système de collusion et de financement politique ».

- Michel Lalonde approche la firme Genivar pour expliquer le système de financement politique à la Ville de Montréal;
- François Perrault de Genivar en a pris connaissance au printemps 2004 ;

<sup>8</sup> « Le troisième facteur permettant de définir la nature et l'étendue de l'obligation d'équité est l'importance de la décision pour les personnes visées. Plus la décision est importante pour la vie des personnes visées et plus ses répercussions sont grandes pour ces personnes, plus les protections procédurales requises seront rigoureuses ». Baker c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration), [1999] 2 RCS 817, par. 25.

<sup>9</sup> Morneault c. Canada (Procureur général), [2001] 1 RCF 30, 2000 CanLII 15737 (CAF), par. 44

<sup>10</sup> Ibid, par. 45.

<sup>11</sup> Krever, par. 31.

<sup>12</sup> Lettre de Me Sonia LeBel datée du 4 juin 2015. ANNEXÉE AUX PRÉSENTES.

<sup>13</sup> Ibid.

- Lors d'une rencontre à son bureau, Michel Lalonde aurait dit : « Ça va fonctionner comme ça à Montréal. Il y a beaucoup d'ouvrage qui s'en vient » ;
- Yves Lortie aurait accompagné son patron<sup>14</sup> à cette rencontre<sup>15</sup>;
- Perrault ne peut être catégorique quant à l'interlocuteur ou quant au moment de cette rencontre :  

« Je crois bien que la première fois, c'est monsieur Lalonde qui nous avait informé de ça.  
 Q. [1037] À ce moment-là, étiez-vous déjà en contact avec Bernard Trépanier?  
 R. C'est une bonne question. Je ne suis pas sûr. Peut-être pas, peut-être pas. Tout est arrivé en même temps. »<sup>16</sup>;
- Michel Lalonde témoigne devant la Commission que la personne avec laquelle il était en lien chez Génivar était François Perrault<sup>17</sup>;
- La firme Genivar n'a jamais instauré le système ni participé au partage des contrats en pointe de tarte, qui serait le fait de Bernard Trépanier et son patron Zampino<sup>18</sup>;
- Michel Lalonde et Bernard Trépanier s'occupaient de la « liaison » ;<sup>19</sup>
- Plus tard, il aurait eu une rencontre entre Perreault, Lortie et Zampino, plutôt froide, d'environ 20 minutes au bureau de ce dernier;
- C'était seulement une rencontre cordiale<sup>20</sup>;
- Il n'a jamais été question lors de cette rencontre de collusion ou de financement d'Union Montréal<sup>21</sup>;
- C'était surtout Michel Lalonde qui intervenait pour fixer le prix et le rang<sup>22</sup>;
- La formation de consortium n'avait pas pour but de réduire la concurrence mais était nécessaire pour réaliser les objectifs de certains mandats<sup>23</sup>;
- Le témoin Perreault n'a pas établi que M. Lortie échangeait avec d'autres firmes de génie pour se partager les contrats de la Ville de Montréal;
- Les remises d'argent à Union Montréal auraient été connues entre les firmes mais sans collusion entre elles<sup>24</sup>;

<sup>14</sup> Témoignage de François Perrault, 12 mars 2013, p. 256, ligne 6.

<sup>15</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 255, lignes 20-24.

<sup>16</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 255, lignes 15-19.

<sup>17</sup> Témoignage de Michel Lalonde, 24 janvier 2013, p. 175, lignes 17 – 21.

<sup>18</sup> Témoignage de François Perrault, 12 mars 2013, p. 257.

<sup>19</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 265, lignes 1 – 5.

<sup>20</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 281, lignes 11 – 24.

<sup>21</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 282, lignes 1 – 9.

<sup>22</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 288, lignes 12 – 22.

<sup>23</sup> Témoignage de Michel Lalonde, 28 janvier 2013, p. 49 lignes 22-25; p. 50 lignes 1 – 10.

<sup>24</sup> Témoignage de François Perrault, 13 mars 2013, p. 149-150.

- « Moi, j'en ai donné trois (3), quatre (4), admettons entre trois (3) et cinq (5) fois, t'sais, où je suis allé faire des visites chez monsieur Trépanier »<sup>25</sup>;
- Au sujet des sommes d'argent importantes qu'il allait porter à Trépanier : « J'y suis déjà allé seul ou je suis allé avec monsieur Lortie »<sup>26</sup>;
- « Alors, donc, on est allé en porter pas mal d'argent, à monsieur Trépanier, alors le deux cent mille (200 000 \$) devait être en partie là-dedans, ça, c'est sûr, mais je ne suis pas capable de confirmer puis on en a déjà parlé, que ça a été versé en tant de versements, à telle date, je ne suis pas capable de le confirmer, c'est peut-être même pas moi qui l'a fait, chez Génivar, c'est peut-être mon collègue Yves Lortie »<sup>27</sup>.

[11] Il ressort de la preuve que M. Lortie était présent à deux rencontres. La première traiterait de collusion mais ce n'était peut-être pas avec M. Lalonde ou elle aurait peut-être eu lieu après avoir rencontré Bernard Trépanier. La deuxième rencontre n'a aucune teneur reprochable.

[12] Quant aux paiements des ristournes à Trépanier, la Commission ne peut se satisfaire d'une affirmation générale voulant qu'Yves Lortie ait participé, sans une preuve de la manière ou la fréquence. Pour beaucoup, Perreault présume du comportement de son employé à partir du sien.

**2. D'avoir eu recours à un stratagème de fausse facturation impliquant le réseau criminel dirigé par Normand Dubois afin de générer, pour Génivar, de l'argent comptant destiné au financement politique d'Union Montréal;**

[13] Tout lien avec « le réseau criminel dirigé par Normand Dubois » est trompeur. La preuve démontre qu'Yves Lortie n'a jamais rencontré ni eu aucun contact direct ou indirect avec Dubois.

- La facture d'Excavation Chab au montant de 64 903.13\$ est adressée à François Perrault<sup>28</sup>;
- Perrault a rencontré Normand Dubois chez Excavation Chab et a fait les démarches quant au chèque et aux sommes d'argent destinées à Trépanier. Il exclut Yves Lortie<sup>29</sup>;
- Normand Dubois lui a été présenté via un intermédiaire qu'il refuse de nommer<sup>30</sup>;
- Le témoin Jérôme Bédard de la SQ ne fait aucune référence à Yves Lortie dans sa déposition devant la Commission ni aucun lien avec Normand Dubois<sup>31</sup>;

[14] Quant à avoir recours au stratagème de fausse facturation, la preuve se base en grande partie sur les factures déposées sous **45P-546**. Or ces factures émanent d'une enquête interne de la firme Génivar dont l'enquêteur n'a pas été entendu et son rapport n'a pas été déposé. François Perreault ne

<sup>25</sup> Témoignage de François Perrault, 12 mars 2013, p. 304, lignes 3-6.

<sup>26</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 306, lignes 1-7.

<sup>27</sup> *Ibid.*, 12 mars 2013, p. 301.

<sup>28</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 63, lignes 1 à 6. **Piece\_45P-546**, p. 6.

<sup>29</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p.62, ligne 25; p. 65-66.

<sup>30</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p.66.

<sup>31</sup> Témoignage de Jérôme Bédard, 11 mars 2014.

peut offrir sur celles-ci que des suppositions ou des conjectures. Il extrapole à partir d'une enquête dont nous ne connaissons rien.

- « Q. [50] Et comment savez-vous que ces services-là n'ont jamais été rendus puisque la facture, de toute façon, ne vous est pas adressée?  
R. Parce qu'on a enquêté. On a enquêté et notre enquêteur, chez nous, a contacté l'ensemble de ces entreprises-là et ce sont toutes des entreprises bidon. Alors, il n'y a pas de service qui a été rendu »<sup>32</sup>;
- À propos des factures où le nom d'Yves Lortie est inscrit :  
« Q : La question, c'est : Comment faites-vous pour être certain que des personnes ont approché monsieur Lortie? R : Bien, écoutez, je ne vois pas comment... Bien, je ne suis pas certain. Pour être bien honnête, je ne suis pas certain. Mais il faut qu'il y ait eu un lien en quelque part, il faut qu'il y ait eu connaissance de cette personne-là. Alors, c'est soit que monsieur Lortie est allé voir cette personne-là ou cette personne-là est venue voir monsieur Lortie. »<sup>33</sup>;
- Lortie et Perreault se tenaient un peu au courant des paiements exigés par Union Montréal sans que Perrault ne soit informé des démarches de Lortie<sup>34</sup>;
- Il n'est pas capable de les associer à un paiement spécifique à Trépanier,<sup>35</sup>
- Perreault a pris connaissance de certaines des 17 factures de la pièce **45P-546** suite à la lecture du rapport d'enquête interne<sup>36</sup>;
- C'est par le biais de ce rapport et des factures sélectionnées qu'il prend connaissance des factures que M. Lortie aurait fait<sup>37</sup>;
- Il n'a jamais parlé avec Yves Lortie des démarches pour trouver des entreprises qui font des fausses factures<sup>38</sup>;
- Par exemple, pour la facture de *Construction Extra*, Perreault dit de manière laconique : « c'est monsieur Lortie qui est allé chercher celle-là [...] Là, je ne peux pas en dire plus »<sup>39</sup>;
- Cette déduction est faite à partir du nom d'Yves Lortie qui se trouve dans l'estampe d'approbation;
- Pour la facture de *Alarmes Logiciels*, Perreault ne peut dire si c'est une fausse facture ou si Genivar a déjà eu des affaires véritables avec cette compagnie<sup>40</sup>;
- Quant à la facture de RLM Construction au montant de 55 721\$ avec la mention « remettre le

<sup>32</sup> Témoignage de François Perrault, 13 mars 2013, p.20-21.

<sup>33</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 33, lignes 22-25; p. 34, lignes 1-7.

<sup>34</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 35 ligne. 2-11.

<sup>35</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 74 ligne 1-13.

<sup>36</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 50, ligne 25.

<sup>37</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 51, ligne 3.

<sup>38</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 67, lignes 9-23.

<sup>39</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 89, lignes 1-4.

<sup>40</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 80, ligne 12.



chèque à M. Lortie », Perrault ne peut affirmer que Lortie va payer l'entreprise <sup>41</sup>;

- L'entreprise de Charles Ghorayeb n'est pas une entreprise bidon<sup>42</sup>;
- Perrault ajoute : « Là je ne pourrais pas vous confirmer, t'sais. J'ai... dans ce cas-là, j'ai l'impression que ça existe, mais si notre enquêteur interne l'a identifiée comme une fausse facture, là, c'est bidon, là. C'est bidon, t'sais. Peut-être un fond de vrai travail qui aurait été fait par monsieur Ghorayeb, là, mais pas plus que ça. » ;<sup>43</sup>
- On remarque aisément que le témoin prend pour prémisse que toutes les 17 factures émanent de compagnies « bidon » malgré l'absence de connaissance personnelle de ce fait;
- Le vérificateur interne, Gino Vita, n'a jamais témoigné ni déposé son rapport d'enquête interne sur un stratagème de fausse facturation chez Genivar;
- Les autres factures de la pièce **45P-546** où le nom de M. Lortie apparaît ne bénéficient d'aucune explication qui permettrait de déduire qu'il est responsable des démarches vis-à-vis la compagnie émettrice ou responsable des paiements au nom de Genivar par chèque;
- Le nom d'Yves Lortie apparaît sur certaines factures, tout comme plusieurs autres signatures d'approbation (Martin Héту, Jocelyn Drouin, Diana « Prain », Pierre-André Dugas ou signature inconnue);
- Il ne se trouve aucune information quant à Yves Lortie dans le rapport de la firme Navigant<sup>44</sup>;

**3. D'avoir offert, au nom de Génivar, des avantages et cadeaux à des fonctionnaires municipaux en contrepartie de bénéfices dans le cadre de leurs relations contractuelles avec la Ville, notamment à Robert Marcil**

[15] La preuve révèle que le fonctionnaire Robert Marcil aurait bénéficié de faveurs de divers degrés. Il a reçu des invitations à une loge du Centre Bell, au restaurant, des bouteilles de vin. Certaines dépenses d'un voyage en Italie en 2008 ont également été payées. Toutefois, une étude détaillée de la preuve ne permet pas d'associer le nom d'Yves Lortie à ces dépenses.

[16] Par ailleurs, pour ce qui est des faveurs appartenant au premier degré, l'arrêt *Hinchey* relativise l'illégalité des bénéfices infimes pour évaluer l'infraction de corruption. Il exclut « [l]es échanges normaux de menus services entre amis »<sup>45</sup>.

- Robert Marcil confirme que ses liens d'affaires sont les mêmes avec les entrepreneurs qu'avec les firmes d'ingénieurs. Il recevait des bureaux de génie-conseil des repas au restaurant et des bouteilles de vin aux Fêtes<sup>46</sup>;

<sup>41</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 39, lignes 1-7.

<sup>42</sup> *Ibid.*, 13 mars 2013, p. 75 ligne 17-25.

<sup>43</sup> Témoignage de François Perrault, 13 mars 2013, p. 76, lignes 8-15.

<sup>44</sup> Pièce **128P-1484**.

<sup>45</sup> *R. c. Hinchey*, (1993) 3 RCS 1128 ; 1996 CanLii 157 (CSC) ; paragraphe 10 du juge Corey

<sup>46</sup> Témoignage de Robert Marcil, 26 février 2013, p. 97, lignes. 20 et ss.

- La preuve n'identifie pas les auteurs de ces cadeaux;
- Ses interlocuteurs dans les firmes n'était pas nécessairement les vice-présidents développement des affaires<sup>47</sup>;
- Quant à la soirée bénéfice du PLQ au restaurant L'Unique, il a été invité par M. Zambito et non par Yves Lortie même si celui-ci était présent<sup>48</sup>;
- Joe Borsellino l'a déjà invité aux activités de sa fondation Garnier Kids. Il est allé avec Yves Lortie suivant l'invitation de ce dernier. C'était en 2006 ou 2007 et Yves Lortie avait payé leurs billets. (*Notons que Garnier kids est un organisme caritatif aidant les enfants malades.*)<sup>49</sup>;
- Il a une relation d'amitié avec Yves Lortie depuis les années 2000. Ils ont ensemble une relation « très amicale » et ils font des sorties de couples<sup>50</sup>;
- Il n'a pas initié le voyage en Italie avec Borsellino mais avec Yves Lortie. En 2007, ils avaient planifié de faire un voyage en Italie avec leurs épouses;
- Lors de l'été 2008, Yves Lortie l'appelle lui disant que Joe Borsellino est intéressé à se joindre au voyage<sup>51</sup>;
- Peut-être le printemps 2008. « Écoute, il dit, serais-tu intéressé - on en avait parlé - es-tu intéressé à embarquer avec nous autres? Bien, j'ai dit, bien oui. Mais je garde mes conditions de base : je veux payer mon voyage »<sup>52</sup>;
- M. Borsellino explique que c'est Marcil qui a payé ses billets d'avion mais il a payé tout le reste : coût total d'environ \$ 50 000 avec hôtel en première classe et TGV<sup>53</sup>;
- Yves Lortie n'a jamais déboursé un cent pour le voyage en Italie de Robert Marcil;
- Il n'a pas été à l'origine d'une entente pour son paiement;
- La preuve ne révèle aucune contrepartie de bénéfice dans le cadre des relations contractuelles entre Genivar et la Ville de Montréal;
- Robert Marcil témoigne « qu'il n'y a pas un service particulier qui est fait » en retour de faveurs<sup>54</sup>;
- Au contraire, François Perreault affirme que la relation d'amitié entre Lortie et Marcil « ça ne change absolument rien »<sup>55</sup>;

<sup>47</sup> Témoignage de Robert Marcil, 26 février 2013, p. 98, lignes 4-6.

<sup>48</sup> *Ibid.*, 26 février 2013, p. 118, lignes 5-25 ; p. 119 ; 1-14.

<sup>49</sup> *Ibid.*, 26 février 2013, p. 181, lignes 1-23.

<sup>50</sup> *Ibid.*, 26 février 2013, p. 99, lignes 22-25 ; p. 100 ; 1-13.

<sup>51</sup> *Ibid.*, 26 février 2013, p. 215 lignes 3-25 ; p. 216, lignes 1 -7.

<sup>52</sup> *Ibid.*, 26 février 2013, p. 216, ligne 15 et ss.

<sup>53</sup> Témoignage de Giuseppe Borsellino, 5 février 2013, p. 97, lignes 6-18.

<sup>54</sup> Témoignage de Robert Marcil, 26 février 2013, p. 230, ligne 10-11.

<sup>55</sup> Témoignage de François Perrault, 13 mars 2013, p. 15, ligne 25.



[17] En somme, la conclusion factuelle 3 du préavis n'est pas étayée par la preuve. Il n'est pas loisible à la Commission d'émettre cette conclusion sans enfreindre les principes de justice naturelle.

**4. D'avoir aidé la compagnie Asphalte Jean-Louis Campeau à obtenir le contrat de construction de la route 125 entre St-Donat et Lac-Supérieur en fournissant des informations privilégiées à Guy Desjardins en septembre 2001.**

[18] Les conclusions factuelles 4 et 5 reposent entièrement et exclusivement sur le témoignage de Gilles Cloutier<sup>56</sup>. Ce dernier n'a aucune crédibilité.

[19] Ses déclarations touchant Yves Lortie sont minées de contradictions et d'incohérences aussi nombreuses qu'importantes. Ses infractions de parjure sont reconnues par cette Commission, qui a elle-même porté plainte à son endroit. Nous soumettons qu'il serait manifestement déraisonnable d'accorder foi à ce témoin, même partiellement.

[20] La conclusion factuelle 4 dépend d'une seule phrase de Gilles Cloutier. Malgré son absence de crédibilité, le témoin relate très brièvement une rencontre en présence de M. Yves Lortie dont la teneur demeure inconnue. La fourniture d'information privilégiée à un soumissionnaire relève de l'inférence déraisonnable.

- Gilles Cloutier déclare que Yves Lortie a « travaillé les bordereaux puis ils ont pris des arrangements »<sup>57</sup> avec Guy Desjardins le 12 septembre 2001<sup>58</sup>;
- Il ajoute : « ils ont travaillé les bordereaux ensemble. Puis, en s'en allant sur la construction, il remplaçait les bordereaux et plus »<sup>59</sup>;
- « Ça fait qu'il s'est permis, dans toutes ces lignes-là, de sphère de matériaux, il a réussi à aller rejoindre son montant de soumission aller à un montant pas loin du vingt millions (20 M\$) »<sup>60</sup>;
- Durant la construction, le prix de la soumission aurait été augmenté de 1 300 000\$`
- Roche aurait été payé 15% d'un montant forfaitaire de 20M\$ accordé par le Ministère, soit 3M\$<sup>61</sup>;
- Dans l'addenda 1 des documents d'appel d'offres de la MRC de Matawinie, le bordereau des quantités et des prix porte en titre la date d'avril 2002<sup>62</sup>;
- La soumission d'Asphalte Jean-Louis Campeau Inc. pour un montant de 13 696 577.86\$ est signée le 14 mai 2002;
- Le dépôt des soumissions a lieu le 14 mai 2002 au bureau de la MRC de Matawinie;

<sup>56</sup> Lettre de Me Sonia LeBel datée du 4 juin 2015.

<sup>57</sup> Témoignage de Gilles Cloutier, 1er mai 2013, p.177, ligne 19.

<sup>58</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.177, ligne 4.

<sup>59</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.177, lignes 19-20.

<sup>60</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.178, lignes 7-10.

<sup>61</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.178.

<sup>62</sup> Pièce GC-1, p.12. SOUS RÉSERVE du dépôt formel en audience, telle que reportée en date du 28 mai 2015.

- L'octroi du contrat de construction par la MRC est daté du 12 juin 2002<sup>63</sup>;
- L'affidavit de Guy Chevette précise qu'il n'a jamais demandé à Gilles Cloutier que le contrat de la route 125 soit accordé à Guy Desjardins ou à l'une de ses entreprises<sup>64</sup>;
- Guy Chevette affirme que Guy Desjardins n'est pas un ami<sup>65</sup>;
- Le contrat de construction a été octroyé suite à un appel d'offres public géré par la MRC de Matawinie et non par Roche<sup>66</sup>;
- Guy Chevette a témoigné qu'il ne connaissait pas la compagnie J.L. Campeau avant les audiences de la Commission<sup>67</sup>;

[21] La déclaration de Gilles Cloutier concerne une unique rencontre du 12 septembre 2001 et s'avère au mieux équivoque. Les propos sont difficilement intelligibles aux fins d'attribuer des actes répréhensibles à Yves Lortie. Les montants indiqués par Cloutier sont incompatibles avec la preuve. Le contrat de construction de la route procédait par un appel d'offres public géré par la MRC de Matawinie et le Ministre Chevette nie toute entente de favoritisme d'un ami.

**5. D'avoir pris la responsabilité du paiement d'un pot-de-vin de 75 000\$ à Gilles Beaulieu pour Guy Chevette en échange de l'octroi du contrat de la route 125 entre St-Donat et Lac-Supérieur lors de l'été 2002.**

[22] Cette histoire de pot-de-vin ne peut être crue. Même en excluant les problèmes de crédibilité propres à sa personne, les contradictions internes et externes ainsi que la nature extravagante de certaines affirmations rendent inadmissible le témoignage en entier. Sa version est niée par l'ensemble des témoins et ne bénéficie d'aucune corroboration. C'est pourquoi cette Commission ne saurait y trouver une preuve pouvant soutenir ses conclusions de fait.

- Gilles Cloutier mentionne une entente d'un pot-de-vin de 100 000\$ avec Gilles Beaulieu avant le 10 janvier 2001, date du transfert du dossier de St-Donat à la MRC de Matawinie<sup>68</sup>;
- Selon lui, Beaulieu « m'a adjugé une somme d'argent pour me faire entrer dans le bureau de Chevette »<sup>69</sup>;
- Ailleurs, il affirme que cette entente est pour « lui suggérer des gens qui pourraient faire l'affaire sur un éventuel comité de sélection »<sup>70</sup>;

<sup>63</sup> Pièce GC-2, p.4. SOUS RÉSERVE du dépôt formel en audience, telle que reportée en date du 28 mai 2015.

<sup>64</sup> Affidavit de Guy Chevette daté du 15 mai 2015, allégué 3. SOUS RÉSERVE du dépôt formel en audience, telle que reportée en date du 28 mai 2015.

<sup>65</sup> *Ibid.*, allégué 4.

<sup>66</sup> *Ibid.*, allégué 5.

<sup>67</sup> Témoignage de Guy Chevette, p. 101;

<sup>68</sup> Témoignage de Gilles Cloutier, 13 mai 2013, p.90.

<sup>69</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.149, lignes 15 et ss.

<sup>70</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.153, lignes 9-11

- Il fait référence à une entente verbale entre lui-même, Guy Chevrette, le directeur territorial du ministère à Saint-Jérôme, Mario Turcotte et les maires qui étaient responsables comme Daniel Brazeau de Chertsey et Réjean Neveu de Rawdon<sup>71</sup>;
- Selon Cloutier, c'était le directeur général de la MRC de Matawinie, Yves Gaillardetz, avec l'entremise de Mario Turcotte, directeur régional du MTQ, qui ont choisi les 3 compagnies invitées à l'appel d'offres<sup>72</sup>;
- Cloutier dit avoir comploté avec Guy Chevrette pour lui suggérer les noms de ceux qu'il désignera au comité de sélection de la MRC de Matawinie<sup>73</sup>;
- Il va plus loin en contre-interrogatoire : « Puis quand vous parlez du comité, c'est moi, Gilles Cloutier, qui ai choisi les personnes, puis j'ai été faire approuver par monsieur Chevrette dans un restaurant à Montréal »<sup>74</sup>;
- L'ensemble du cabinet du Ministre des transports aurait participé au complot : « dans un restaurant à Montréal on s'est tous rencontré avec les gens de son cabinet »<sup>75</sup>;
- Selon lui, Gilles Beaulieu « faisait les rendez-vous » du ministre Chevrette à Joliette<sup>76</sup>;
- Cloutier dit qu'il s'est « arrangé » pour qu'Yves Paquin, maire de St-Donat, ait un rendez-vous avec monsieur Chevrette<sup>77</sup>;
- Cloutier dit que c'est lui qui a préparé le comité<sup>78</sup>;
- Mais il ne connaît pas l'identité des membres, car c'est Daniel Brazeau qui l'appelle pour l'informer des autres noms<sup>79</sup>;
- Daniel Brazeau et Gilles Cloutier ont aussi convaincu Réjean Neveu, maire de Rawdon, de favoriser Roche : au point où « c'est Brazeau qui lui disait où mettre les points »<sup>80</sup>;
- Roche gagne l'appel d'offres sur invitation le 21 février 2001<sup>81</sup>;
- « À la minute que tout était signé, là, le contrat », Cloutier prépare 25 000\$ de son argent personnel dans une enveloppe et la remet au bureau de Beaulieu à Joliette<sup>82</sup>;
- Gilles Cloutier dit avoir retiré des sommes de 10 000\$, 10 000\$ puis 5 000\$ à partir de comptes de 3 sociétés qu'il possédait<sup>83</sup>;

<sup>71</sup> *Ibid.*, 13 mai 2013, p.90.

<sup>72</sup> Témoignage de Gilles Cloutier, 1er mai 2013, p.164, lignes 7-9.

<sup>73</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.183-184, lignes 20-3.

<sup>74</sup> *Ibid.*, 14 mai 2013, p.38, lignes 7-10.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 14 mai 2013, p.38, lignes 13-14.

<sup>76</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.175, ligne 22.

<sup>77</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.160, lignes 21 et ss.

<sup>78</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.165, lignes 17-18.

<sup>79</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.166, lignes 5-8.

<sup>80</sup> *Ibid.*, 1er mai 2013, p.168, ligne 20-21.

<sup>81</sup> Pièce 61P-663.

<sup>82</sup> Témoignage de Gilles Cloutier, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.181, ligne 24.

- « Un bout de temps je les [Roche] financiers on dirait, à Montréal »<sup>84</sup>;
- Il remet une facture à Roche pour être remboursé<sup>85</sup>;
- À notre connaissance, aucune facture, relevé de compte de banque ou autre document au même effet a été produit au cours des audiences de la Commission;
- Cloutier dit aussi que le paiement du 25 000\$ survient dans la période des attentats du World Trade Center<sup>86</sup>;
- Le paiement de 100 000\$ – négocié avant janvier 2001 et payé en partie vers septembre 2001 – devait servir à un voyage de M. Beaulieu et Chevrette et leurs épouses pour une durée de 5 semaines au mois d'août ou septembre 2001<sup>87</sup>;
- Cloutier confirme « [qu'ils] sont partis cinq semaines en voyage »<sup>88</sup>;
- Les deux couples sont partis pour 100 jours entre le 8 mai 2002 et le 12 août 2002, après la démission impromptue de M. Chevrette;
- Confronté à ce fait, Gilles Cloutier admet que le voyage a eu lieu après la démission<sup>89</sup>;
- À notre connaissance, la Commission n'a pas recueilli la preuve démontrant que les frais du voyage ont été payés par d'importantes sommes en argent comptant;
- Selon Cloutier, l'entente du pot-de-vin est approuvée par Marc-Yvan Côté<sup>90</sup>. M. Côté nie tout paiement de 25 000\$ ou plus au ministre Chevrette<sup>91</sup>;
- L'affidavit de Guy Chevrette affirme que le témoignage de Gilles Cloutier est faux et mensonger<sup>92</sup>;
- L'affidavit de Gilles Beaulieu affirme que le témoignage de Gilles Cloutier est faux<sup>93</sup>;
- L'allégué 11 de Beaulieu indique que M. Beaulieu était conseiller spécial pour Roche et relevait d'Yves Lortie;
- Une entente de pot-de-vin entre Roche et Gilles Beaulieu, appartenant également à la firme Roche, apparaît totalement invraisemblable;

<sup>83</sup> *Ibid.*, 13 mai 2013, p.95.

<sup>84</sup> *Ibid.*, 13 mai 2013, p.93, lignes 24-25.

<sup>85</sup> Témoignage de Gilles Cloutier, 13 mai 2013, p.93.

<sup>86</sup> *Ibid.*, 13 mai 2013, p.86, lignes 12-14.

<sup>87</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.182, ligne 14; 13 mai 2013, p.100, ligne 21.

<sup>88</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.185, ligne 14.

<sup>89</sup> *Ibid.*, 13 mai 2013, p.101, ligne 2.

<sup>90</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> mai 2013, p.161.

<sup>91</sup> Témoignage de Marc-Yvan Côté, 11 juin 2014, p.314, ligne 20.

<sup>92</sup> Affidavit de Guy Chevrette, allégué 2.

<sup>93</sup> Affidavit de Gilles Beaulieu, allégué 2.

- Selon Marc-Yvan Côté, Gilles Cloutier avait des « problématiques personnelles » non compatibles avec ses fonctions chez Roche<sup>94</sup>.

## Conclusions

[23] Les conclusions factuelles 1 et 2 dépendent du témoignage de François Perreault éprouvé par diverses lacunes de fiabilité dans la description des actes d'Yves Lortie. À partir de certains faits étiés ou présumés, la Commission devrait tirer des inférences déraisonnables pour attribuer des actes précis à Yves Lortie. De plus, les implications de la preuve matérielle (pièce **45P-546**) n'ont jamais été expliquées.

[24] La conclusion 3 ne repose sur aucune preuve. Le témoignage de Robert Marciel n'implique tout simplement pas Yves Lortie.

[25] Les conclusions factuelles 4 et 5 du préavis dépendent de Gilles Cloutier. Cette Commission ne peut tirer ses conclusions et émettre ses recommandations finales en prenant appui sur cette personne. Il apparaît dès aujourd'hui comme déraisonnable de donner crédit, même partiellement, aux récits de Cloutier. La Commission est d'ores et déjà informée des diverses plaintes et arrestation pour parjure et de ses autres accusations pendantes qui mettent ses mœurs en cause. Lors du contre-interrogatoire de Gilles Cloutier en date du 25 mai 2015, la présidente de cette Commission a par ailleurs pris acte de l'infraction de parjure.

  
Dominique St-Laurent, avocat

  
Francis Pilotte, avocat  
PROCUREURS DU PARTICIPANT YVES LORTIE

---

<sup>94</sup> Témoignage de Marc-Yvan Côté, 11 juin 2014, p.254.